

CONCLUSION

Le concept de développement soutenable ou durable visant à promouvoir le bien-être de tous les humains actuels et futurs tout en respectant les écosystèmes est à la fois ancien et nouveau, peu convaincant et novateur. Il fait l'objet d'interprétations différentes, certaines réductrices, d'autres riches de sens. Il est peut-être vain de chercher ou d'établir une frontière étanche entre les unes et les autres. Il est en revanche utile de repérer les filiations, les constantes que l'on retrouve dans l'histoire de la théorie, du développement au développement durable.

Une première filiation se dégage nettement. A la logique assimilant la croissance économique et le développement humain correspond celle instituant la croissance, toujours et partout, comme une condition du développement durable. Le paradigme de l'*homo œconomicus* gouverne la démarche de l'économie de l'environnement qui consiste à internaliser les effets externes négatifs par le biais de l'attribution d'un prix aux actifs naturels, par celui de la création d'un marché des droits de polluer, voire par la privatisation de certains biens naturels, au risque de transformer le principe pollueur-payeur en son inverse, payeur-pollueur: d'un côté, je pollue, donc je dois payer, de l'autre, je paye, donc je peux polluer. La rationalité économique conduit ainsi à l'élargissement constant du champ des activités marchandes. Elle conduit logiquement à détruire l'environnement pour avoir à le produire ensuite.

Une seconde filiation apparaît également, mais elle est moins précise, plus tâtonnante, se prêtant moins à la mesure selon des critères économiques. Selon elle le développement passerait par la croissance mais ne s'y réduirait pas. Sauf à être une clause de style que la première démarche peut très bien adopter, cette affirmation veut dire que, parvenue à un certain stade, la croissance quantitative devrait céder le pas à l'amélioration qualitative. Toujours selon cette seconde démarche, les changements économiques s'inscrivent dans des comportements sociaux que la rationalité ne peut à elle seule expliquer. Replacer l'économie dans l'environnement et dans la perspective d'une amélioration de la qualité de vie de tous les hommes signifie d'une part que l'accent est mis sur les relations d'équilibre au sein de la biosphère permettant sa vie et son évolution, et d'autre part constitue une problématique centrée sur les rapports humains et les rapports sociaux. A l'occasion de conclusions partielles, nous avons d'abord dit qu'une telle approche de la soutenabilité permettait de repenser les rapports de l'homme avec la nature et les rapports des hommes

entre eux, puis nous avons dit qu'il s'agissait des rapports de l'homme avec son semblable, c'est-à-dire finalement du rapport de l'homme à lui-même.

Nous avons souligné plusieurs fois les points de jonction entre ces deux démarches qui, de ce fait, évitent une coupure irrémédiable. Mais l'existence de ces jonctions révèle les limites du concept de développement durable dans la mesure où la conception dominante est beaucoup plus proche de la première démarche que de la seconde, d'autant plus que celle-ci ne parvient pas à rompre radicalement avec l'autre, à tel point que certains économistes de l'environnement et/ou de l'économie écologique n'hésitent pas à affirmer que l'approche de la soutenabilité faible est compatible avec celle de la soutenabilité forte au travers d'indicateurs de revenu national soutenable.

Nous pensons qu'en dernière analyse cette connexion, dont le risque est une dilution de la seconde approche dans la première, est rendue possible par le fait que le développement économique reste la matrice commune à la plupart des recherches théoriques. Celles-ci n'ont pas pris l'exacte mesure de l'ampleur de la crise sociale faite de pauvreté, de précarité, d'exclusion et de déracinement culturel, et de celle de la crise écologique dont on discerne mal les retombées futures si les pollutions de toutes sortes devaient s'aggraver encore et si l'épuisement des ressources naturelles se confirmait. Beaucoup de ces recherches hésitent encore à voir dans ces crises jumelées le résultat de la marchandisation généralisée des activités humaines et de l'emprise d'un système socio-technique devenu pourtant une "mégamachine"¹.

Au cours de notre travail, nous avons voulu montrer qu'il était possible de sortir théoriquement et pratiquement du dilemme enfermant et réducteur constitué par les deux conceptions les plus répandues du développement soutenable:

- celle qui consacre l'hégémonie de la valeur économique, valeur dont la mesure pourrait être donnée par un marché censé garantir une exploitation optimale des ressources naturelles privatisées mais au prix (c'est le cas de le dire) d'une soumission de la nature à la rationalité économique, voire à la rationalité du profit, et d'un assujettissement de l'être humain à une production et une consommation toujours croissantes;

- celle qui semble hésiter entre l'hégémonie de la valeur économique ou de la valeur au sens éthique, mais qui, en fait, a tendance à ramener la seconde à la première, à considérer que la seconde peut être exprimée au moyen des critères de la première, la conséquence étant que le déséquilibre écologique n'est ni éliminé ni même significativement réduit.

Au-delà de ces deux conceptions, il y a place, à notre avis, pour une troisième qui consacre sans confusion possible la primauté de la valeur au sens éthique en affirmant que la valeur économique est une catégorie sociale et que la société humaine

¹. Selon le mot de L. Mumford que reprend S. Latouche dans *La mégamachine*, op. cit.

s'insère elle-même dans la biosphère. La rationalité de la reproduction des systèmes vivants prend le pas sur la rationalité économique parce que les écosystèmes ont une existence dont le respect est un principe de vie et non un principe économique au sens habituel et parce que la reproduction des systèmes vivants inclut le respect de la vie matérielle et culturelle des êtres humains. L'organisation sociale (nous ne disons plus l'organisation économique et sociale) *économise* alors les ressources naturelles et l'homme dans son effort du travail en cessant de faire de l'augmentation de la consommation par tête l'objectif ultime, l'unique moyen d'accomplissement et d'épanouissement de l'individu. Dans les deux cas, minimisation de la consommation de ressources naturelles et minimisation du travail par tête, la valeur économique diminue au fur et à mesure que les valeurs éthiques de vie sont davantage respectées. L'éventuelle tarification marchande des externalités n'est plus alors un substitut au respect physique des équilibres écologiques, elle s'ajoute éventuellement à celui-ci pour le faciliter. Parallèlement à l'*économie* générale qu'elle tente, la société ne se contente pas de définir un modèle idéal de justice de type rawlsien mais s'organise pour agir en faveur de plus de justice ici et maintenant.

Après avoir ainsi rappelé brièvement le cadre de notre réflexion, nous voudrions dégager quelques conclusions provisoires théoriques et politiques que nous soumettons à la discussion (I). Enfin nous indiquerons pour terminer les recherches ultérieures qu'il nous paraît important de mener pour prolonger celle-ci et pour la confronter avec d'autres (II).

I- Conclusions provisoires.

Nous allons séparer pour les énoncer les conclusions d'ordre théorique (A) et celles qui sont de l'ordre de la politique sociale (au sens global, incluant l'économique) à mettre en oeuvre (B) mais il va de soi qu'elles sont liées entre elles car, ici comme toujours, la *compréhension* des enjeux d'une soutenabilité sociale et écologique est inséparable de l'*action* en faveur de cette soutenabilité.

A- Conclusions théoriques.

L'entrée dans l'ère de la modernité, le décollage du développement industriel jumelé avec l'instauration de rapports sociaux capitalistes et l'entreprise de domestication de la nature ont conduit la théorie économique dominante dans le cadre du

paradigme classique puis surtout néo-classique à exclure dans un premier temps de son programme de recherche les éléments naturels réputés sans valeur et dans un deuxième temps à nier le travail humain comme fondement de la valeur d'échange des marchandises. Cette double exclusion s'est révélée être une contradiction théorique insurmontable parce que l'irruption de la question de la soutenabilité écologique et sociale du développement a remis en lumière la nécessité d'une théorie cohérente de la valeur économique et d'une réflexion éthique sur ce que l'on peut considérer comme ayant une valeur, mais dans un sens tout à fait différent, parce que non réductible, non agrégeable à l'objet de la mesure économique.

Face à cette double incapacité de penser la valeur (en confondant ses deux acceptions) de la nature et de penser la place du travail dans le fondement de la valeur économique et dans la vie de chaque être humain, nous suggérons une reformulation de la théorie dite *loi de la valeur*, c'est-à-dire théorie *macro-sociale de la valeur-travail*, cohérente avec une exigence de soutenabilité, que nous allons résumer en sept propositions. Nous dirons ensuite comment nous les situons dans le corpus théorique à notre disposition.

1. Propositions théoriques.

Proposition 1: travail et production.

La production est un acte exclusivement humain accompli dans un cadre social. Cela signifie que toute production provient et ne provient que du travail humain. A un moment donné, le stock de richesses matérielles disponibles est le résultat du travail passé. C'est une autre manière de dire que tout capital est du travail accumulé. Les ressources naturelles, à l'exception de l'air, mais hélas pour peu de temps encore, ne sont rendues disponibles que par l'exécution d'un travail humain.

Proposition 2: la valeur économique ou loi macro-sociale de la valeur.

Pour une période donnée, le flux de valeur ajoutée est le résultat du travail de la période. La valeur sociale, c'est-à-dire la valeur économique pour l'ensemble de la société, est donc mesurée par le travail social de la période.¹ Dès lors qu'une activité économique est *validée*, c'est-à-dire jugée utile socialement (et par conséquent, dès lors que le travail qui a été accompli est utile socialement) parce qu'elle est soit sanctionnée positivement par le marché s'il s'agit d'une activité marchande, soit décidée et validée *a*

¹. L'expression monétaire du produit net d'une période, la quantité de travail vivant de la période et l'équivalent monétaire de l'unité de travail sont liés par la relation: expression monétaire du produit net = quantité de travail vivant × équivalent monétaire de l'unité de travail.

priori collectivement s'il s'agit d'une activité non marchande¹, une unité de temps de travail social, définie comme une fraction du travail social total, crée autant de valeur qu'une autre unité de temps de travail social², et cela d'autant plus que la production ne cesse de devenir un acte de plus en plus social et que la croissance de la productivité est de plus en plus le fruit d'une collectivité et non d'individus isolés. Cette socialisation n'est pas un argument circonstanciel: elle est le phénomène même de l'abstraction du travail. Ainsi, il n'y a pas de correspondance entre les quantités de travail concret et les valeurs d'échange monétaires; la cohérence et la régulation du système viennent alors de l'abstraction du travail dont Marx a eu la formidable intuition. C'est à ce niveau que l'équivalence une heure de travail abstrait contre une heure de travail concret prend ses droits. Il y a donc un changement de dimension: le capital exige la redistribution dans l'espace des prix du travail concret effectué dans le temps réel.

Il en résulte que la justification théorique d'inégalités de rémunérations des travaux concrets, au nom de l'apport productif prétendu différent ou de l'efficacité, perd le peu de pertinence qu'elle avait pour se découvrir comme une pure idéologie confortant les positions sociales établies. Cela découle de la conception du salaire, et par extension de tout revenu, comme sanction d'un rapport de forces et non comme panier de marchandises. Dans la société capitaliste, non seulement la rémunération moyenne de l'unité de travail social s'écarte de la valeur qu'elle a créée (phénomène macro-social de la plus-value), mais les positions sociales acquises, maintenues et reproduites par l'instauration de rapports de forces déterminés par la possession, souvent simultanée, de capital économique, social ou culturel, permettent de réallouer le revenu social (soustraction faite de la part du surplus social réinvestie) en faisant s'écarter les rémunérations des unités de travail concrètes, individuelles, de la rémunération moyenne de l'unité de travail social, et cela proportionnellement à l'échelle des positions sociales.

Proposition 3: la valeur éthique.

La proposition que nous venons d'énoncer (une unité de travail social crée autant de valeur qu'une autre) opère dans l'espace de l'économie. Cette proposition possède une symétrie opérant dans l'espace de l'éthique: une unité de temps de vie d'un individu vaut éthiquement autant qu'une unité de temps de vie d'un autre individu, et par extension aucune vie humaine ne peut se situer hiérarchiquement au-dessus d'une autre. La différence entre les deux propositions symétriques est que la première est quantifiable par le biais d'un

¹. Nous ne retenons pas ici le critère marxien habituel déterminant le caractère productif d'un travail (productif de plus-value accumulable) puisque nous incluons le travail effectué dans la production non marchande. Le critère devient la *validation* soit *a posteriori* par le marché soit *a priori* par la décision collective.

². Parvenu à ce stade, nous nous contentons de rappeler d'abord que ceci est indépendant de la possible différence de la valeur à la hauteur de laquelle ces deux unités de travail peuvent être rémunérées dans la société actuelle, et ensuite qu'il s'agit de valeur et non de valeurs d'usages.

équivalent-général monétaire et que la seconde ne l'est pas¹. Il en découle que la possibilité de la vie, la possibilité d'être, est la valeur éthique de référence en vertu du principe de responsabilité.

Les deux espaces ne sont pas connectables sauf tendancielle ou asymptotiquement: au fur et à mesure que l'inégalité des rémunérations régresse, la société reconnaît de plus en plus *économiquement* l'égalité *éthique* des temps de vie.² Remettre en cause les rapports sociaux capitalistes signifierait donc remettre en cause l'abstraction du travail de telle sorte que la société reconnaisse que toutes les vies humaines sont également dignes et qu'une unité de temps de vie passée à travailler vaut économiquement autant qu'une autre unité de vie passée à travailler.

Proposition 4: quel développement?

Le développement *économique* étant défini comme l'augmentation de la production par tête, alors:

- l'augmentation de la productivité de l'unité de travail (par exemple horaire), à production égale ou croissante et à quantité de travail décroissante, mesure la diminution de la valeur globale produite;

- l'augmentation de la productivité de l'unité de travail, à production croissante et à quantité de travail égale, mesure la stabilité de la valeur globale produite;

- l'augmentation de la productivité de l'unité de travail, à production égale ou croissante et à quantité de travail croissante, mesure l'augmentation de la valeur globale produite.

Le premier cas est un développement d'ordre qualitatif intensif si la production est constante: il signifie une *reproduction simple (ou identique) intensive* de l'économie; par contre, il est d'ordre quantitatif intensif si la production augmente.

Le second cas est un développement quantitatif intensif.

Le troisième cas est un développement quantitatif extensif et intensif.

Proposition 5: le changement qualitatif du mode de vie.

Le développement qualitatif est à tendance égalitaire si la durée du travail diminue pour tous au même rythme et si elle est accompagnée d'une redistribution du revenu

¹. Lorsqu'une compagnie d'assurances évalue le "prix" d'une vie, elle chiffre un manque à gagner du fait de la vie interrompue mais pas la vie elle-même. Si elle dédommage un préjudice moral, ce n'est pas celui subi par le disparu, et pour cause, mais celui subi par ses proches survivants, donc de nouveau ce n'est pas la vie qui est évaluée.

². La réduction des inégalités ne signifie pas que chaque unité de travail est rémunérée à hauteur de ce qu'elle a créée: le surplus social pour l'investissement peut subsister. La démonstration qu'une unité de travail crée autant de valeur qu'une autre sert simplement à enlever toute justification aux inégalités économiques qui prétendent refléter une hiérarchie éthique.

social issu de ce travail vers les plus pauvres en vertu des principes de solidarité et d'économie. Le développement qualitatif ouvre la voie alors à une transformation qualitative du mode de vie.

Le développement est inégalitaire d'une part si la durée du travail varie inégalement, avec comme situation paroxysmique la diminution de la durée du travail de 100% pour les personnes mises au chômage et le maintien de la durée pour ceux qui conservent un emploi, et d'autre part si la coupure rentiers/travailleurs perdure ou s'aggrave, les deux situations, le chômage et cette coupure, ne s'excluant pas.

Proposition 6: la soutenabilité.

Le caractère de soutenabilité ne peut être attribué au mode de vie que si celui-ci se transforme qualitativement et égalitairement, mais aussi, et simultanément, si le taux d'utilisation des ressources naturelles est réduit en deçà du seuil d'auto-renouvellement de celles-ci en vertu du principe d'économie. La transformation du mode de vie remplit alors les conditions de qualité et d'égalité vis-à-vis des générations présentes et futures et respecte les trois principes de responsabilité, de solidarité et d'économie. La *loi macro-sociale de la valeur soutenable* peut s'énoncer ainsi: la valeur économique diminue au fur et à mesure que sont économisés travail et ressources dans une perspective d'équité intra et intergénérationnelle.

La soutenabilité au regard des critères sociaux s'inscrit dans une soutenabilité plus large au regard des équilibres de la biosphère. Aussi l'économie du travail humain a-t-elle pour limite la capacité des écosystèmes à la supporter. Si un arbitrage doit être rendu entre l'économie du travail et l'économie des ressources naturelles, la soutenabilité exige que ce soit en faveur de la seconde. En effet, si la rationalité économique magnifiée par le capitalisme a conduit au développement sans fin, la raison commande sans doute la fin du développement; symétriquement, si une certaine rationalité de la réduction du temps de travail conduisait à faire tendre celui-ci vers zéro, la raison amènera à subordonner cet objectif au respect de la vie sous toutes ses formes et de ses conditions. Autrement dit, il pourrait s'avérer que la poursuite de la réduction de la durée du travail ne puisse se faire qu'en la déconnectant d'un accroissement de la productivité si celui-ci était impossible sans porter atteinte aux écosystèmes; à ce moment-là, l'acceptation d'une limitation de la production en serait la condition.

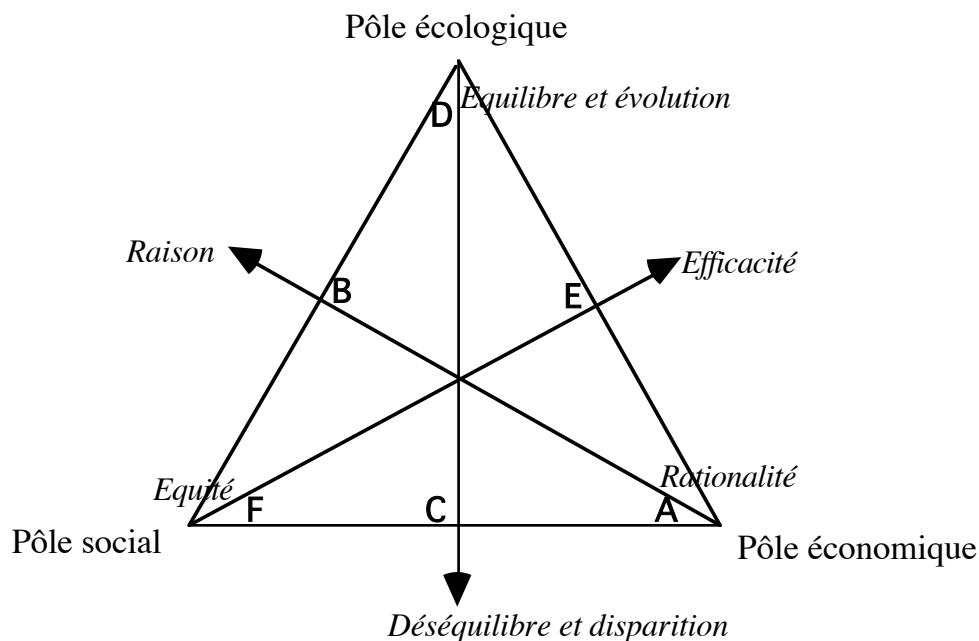
Une stratégie de soutenabilité est donc la gestion d'une tension entre trois pôles que l'on peut schématiser par un *triangle de la soutenabilité*.¹ Du pôle de l'économie

¹. Il est évident que nous nous inspirons du triangle de Mundell d'incompatibilité de la libre circulation des capitaux, de la stabilité du change et de l'autonomie de la politique monétaire, tiré de PADOA-SCHIOPPA T., *Efficacité, stabilité, équité*, Paris, Economica, 1987. Nous appelons le nôtre tragique par opposition au mythe de la magie d'un célèbre carré.

(économie ici dans le sens capitaliste du terme) part un axe orienté sur les caractères *rationnel/raisonnable*, du pôle social part un axe portant les caractères *équitable/efficace*, et du pôle écologique part un axe portant les caractères *équilibre et évolution/déséquilibre et disparition*. La particularité de ce triangle est d'être moins magique que tragique parce que le plus probable est qu'il ne soit pas possible de réunir à la fois la rationalité économique (celle de la rentabilité), la justice sociale et l'équilibre écologique. Toutefois, la figuration sous forme tripolaire évite de définir les tensions et l'arbitrage à rendre de façon bilatérale: aucun pôle ne s'oppose à un autre sans médiation du troisième.

Plus on se situe près du point A, plus la situation est insoutenable sur les plans écologique et social; à l'opposé, le point B correspond à une soutenabilité parfaitement équilibrée. Les points C, D, E, F correspondent à des situations intermédiaires.

Schéma C.1: Le triangle tragique de la soutenabilité



Proposition 7: place du travail et valeur.

La réhabilitation de la loi de la valeur issue de la théorie de la valeur-travail pour fonder la réduction du temps de travail et donc la soutenabilité sociale et écologique est totalement étrangère à la sacralisation du travail inhérente à l'idéologie économique habituelle¹ puisqu'elle vise à diminuer la valeur économique, diminution au fur et à mesure de laquelle l'homme s'affranchit peu à peu de la contrainte du temps passé à produire et jouit

¹. Idéologie qui, contradictoirement, continue de nier le rôle exclusif du travail comme créateur de valeur.

plus librement de son temps de vie. La loi de la valeur et une éthique de vie fondée sur un recul progressif du travail sont donc parfaitement compatibles sur le plan théorique contrairement à ce que prétendent l'idéologie économique et la critique vulgaire de celle-ci. Mieux, le recul du travail a immédiatement une traduction dans le champ d'application de la loi macro-sociale de la valeur. Le recul de l'un entraîne la restriction du champ d'application de l'autre mais en aucune manière la négation de son effet à l'intérieur de ce champ.

La diminution de la sphère des activités marchandes porte en elle la limitation du salariat en tant que rapport salarial. Cette évolution positive doit être radicalement distinguée de la régression des protections (ce que certains appellent la "fin du salariat") dont bénéficient les salariés à l'intérieur du rapport social salarial.

2. L'environnement théorique de nos propositions.

La critique du développement économique, point de départ de notre travail, est pour nous inséparable de la critique des rapports sociaux au sein desquels il a été mis en oeuvre depuis deux siècles et au sein desquels il continue de s'étendre. Elle est inséparable enfin de la critique de la théorie qui prétend rendre compte des bouleversements apportés par ce développement régulé par les seules vertus du marché. La critique de l'économie politique n'a donc pas cessé d'être à l'ordre du jour.

C'est la raison pour laquelle nous croyons pouvoir dire avec netteté que la méthode et les concepts de Marx constituent le point de départ indispensable¹ d'une analyse de la crise du développement accompli par le capitalisme. Parce que Marx fut le premier, et reste celui qui est allé le plus loin dans cette direction, à montrer que le capitalisme instituait l'argent, la monnaie, valeur par excellence, comme finalité, non seulement économique mais existentielle, et que l'économie de profit, lieu où est produite cette finalité, dirige le monde selon sa rationalité. Parce qu'il fut également le premier à montrer que l'accumulation capitaliste, autre façon de dénommer le développement, tirait sa dynamique de l'aliénation du travail et aussi, paradoxalement, du maintien dans l'exclusion d'une fraction, variable selon les besoins de l'accumulation, des travailleurs. Nous devons à Marx la dénonciation de la légitimité et de la légitimation de la domination du capital; en d'autres termes, nous lui devons la réintroduction, dans le champ des représentations du réel, du travail, noeud vital du système productif que l'analyse économique moderne s'attache à évacuer, ainsi que la démonstration de l'historicité des catégories économiques toujours présentées comme universelles et intemporelles.

¹. Dire que la pensée de Marx est indispensable est totalement différent du jugement faux et pour le moins maladroit que Jean-Paul Sartre prononça un jour sur une "pensée indépassable".

Mais, si le procès de l'économie politique a été instruit par Marx, le jugement de l'histoire est allé au-delà des réquisitions du procureur puisqu'il a mis en doute le bien-fondé du développement *illimité* des forces productives dévastateur de l'environnement naturel ainsi que le caractère nécessaire et suffisant de la transformation du régime de la propriété pour promouvoir des rapports sociaux non aliénants. La critique de l'économie politique ne fut donc pas achevée avec Marx, elle doit être reprise et renouvelée.

Plusieurs grands auteurs ont posé des jalons décisifs et peuvent être intégrés dans la voie ouverte par la critique de l'économie politique et servir de passerelles avec celle conduisant à la critique du développement et à la démystification du développement durable:

- Polanyi pour son analyse du désencastrement de l'économie du social permettant de faire apparaître aujourd'hui les enjeux d'une lutte contre l'hégémonie de l'économie, tant théorique que pratique;

- Ellul et Charbonneau pour leur clairvoyance dans l'annonce de l'avènement d'un système socio-technique dont l'emprise et l'autonomie sont grandissantes;

- Jonas pour la refondation de principes éthiques respectueux des conditions de la vie elle-même;

- l'école de Francfort pour la richesse des études qu'elle a inspirées tant sur la place du travail dans les sociétés modernes que sur le rôle de l'imaginaire dans la reproduction des pratiques quotidiennes de consommation et des modes de vie;

- Bourdieu pour la finesse dialectique de l'analyse de la relation entre individus et structures sociales permettant de dépasser le dilemme théorique entre objectivisme et subjectivisme et de comprendre les processus de reproduction des phénomènes de domination auxquels contribue l'intériorisation par les dominés, les exclus, les exploités de la légitimité de la domination, de l'exclusion et de l'exploitation qu'ils subissent.

On ne sera pas étonné de voir dans cette liste des penseurs dont la discipline majeure est la philosophie ou la sociologie tellement il manque souvent à l'économie une vision globale de la société. Si nous avons essayé de donner à notre travail de recherche une orientation pluri-disciplinaire, c'est parce qu'elle nous semble seule capable de satisfaire à des exigences scientifiques pour comprendre une société dans sa complexité et dans sa dynamique évolutive, mais c'est aussi parce que "la sociologie nous donne une petite chance

de comprendre le jeu que nous jouons et de réduire l'emprise des forces du champ dans lequel nous évoluons, et celle des forces sociales incorporées qui opèrent au-dedans de nous"¹.

Situer notre travail dans un ensemble théorique et un programme de recherche (au sens de Lakatos) cohérent bien que diversifié ne signifie pas que nous cherchons une caution pour dissimuler nos insuffisances et encore moins que nous plaçons notre travail à la hauteur d'une telle ambition. Mais nous nous référons à l'apport des auteurs ci-dessus pour dire que nous croyons possible le renouvellement de la pensée sociale (pour le dire brièvement: économique et sociologique) dans une perspective critique et le renouvellement des politiques orientées vers la soutenabilité.

B- Conclusions politiques.

Les conclusions politiques que nous tirons de notre investigation ont trait à l'organisation de la cité, de la collectivité humaine. Elles ont une portée pratique immédiate mais elles énoncent surtout des principes éthiques, puisque depuis Aristote nous savons que politique et éthique sont inséparables, alors que pourtant l'idéologie économique s'est attachée à dissimuler, en raison même de cette inséparabilité, les liens unissant économie et politique. La mise au premier plan des principes de responsabilité, de solidarité et d'économie qui fonde notamment le passage à ce que nous avons appelé l'*économiquement raisonnable* est un premier pas vers la prééminence du raisonnable sur le rationnel: "La quête du raisonnable, dans le domaine des sciences morales et politiques, réintroduit ce que la rationalité économique en avait fait sortir, très précisément la morale et la politique."² Curieusement mais de façon salutaire, le renouveau de la critique de l'économie politique passe par une forme de réhabilitation de l'économie politique.

Le caractère éthique des trois principes énoncés ne leur est pas seulement inhérent: il tient aussi au fait qu'ils sont l'objet d'un débat démocratique; mieux, leur caractère éthique vient à la conscience individuelle en grande partie par ce débat. Aussi les conclusions politiques que nous rassemblons en sept propositions obéissent-elles à des conditions que nous essayerons de préciser.

1. Propositions de politiques.

Proposition 1: justesse et justice des choix.

Il n'y a pas de choix juste qui ne soit juste: la justesse des choix engageant les conditions de vie et la vie elle-même des humains et de tous les êtres vivants actuels et

¹. BOURDIEU P., *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, op. cit., p. 171.

². LATOUCHE S., *Le rationnel et le raisonnable, les antinomies du postulat métaphysique de la raison économique*, op. cit., p. 158.

futurs est conforme à la justice vis-à-vis d'eux. En ce qui concerne les êtres humains, la justice exige de garantir la citoyenneté par l'accès égal aux biens sociaux premiers parmi lesquels figure le droit à l'emploi, et d'assurer la solidarité par la maximisation des positions les plus désavantagées. De la même façon que la réduction de la place du travail dans le processus de production n'apporte pas de démenti, au contraire, à la loi de la valeur, la réduction de la place du travail dans la vie humaine ne signifie pas davantage un moindre besoin pour tout individu d'obtenir une reconnaissance sociale pleine et entière par la participation à tous les aspects de la vie sociale. En aucun cas un droit ne peut se substituer à un droit qui lui est supérieur.

Proposition 2: développement et soutenabilité.

Dans l'expression *développement soutenable* ou *durable*, c'est *soutenable* ou *durable* qui doit être retenu. Si l'on entendait par développement le développement économique que l'on a connu, le qualifier de soutenable serait une contradiction dans les termes, et le qualifier d'insoutenable serait une redondance. Le développement économique tel qu'il a existé jusqu'à maintenant est dorénavant à proscrire parce que les retombées sociales de la croissance devant se produire automatiquement sont un leurre.

Proposition 3: la pauvreté insoutenable.

La pauvreté que le développement économique a pour une assez large part suscitée, qu'il suscite encore, ou qu'il a été impuissant à résorber est insoutenable. Puisque le développement a créé la rareté matérielle infinie en transformant l'imaginaire de populations entières, les pays et les populations pauvres ont un droit légitime à une croissance économique, pendant un temps, pour que leurs besoins matériels essentiels soient satisfaits.

Proposition 4: la croissance économe.

La croissance économique doit céder le pas à la croissance économe conçue comme *transition* dont la durée dépend de l'avancée de la réalisation de la proposition précédente. L'instauration de procédures d'internalisation, l'imposition d'écotaxes ou de mesures réglementaires ne prennent un sens que si elles servent des objectifs repensés et redéfinis. L'humanité ayant connu le développement économique et technique ne reviendra pas à l'avant-développement, il s'agit donc d'assurer une transition vers l'après-développement économique par le biais d'"une pause pour l'humain"¹ qui permette à celui-ci de *se développer* lui-même en dehors de l'économie, c'est-à-dire de *se penser en devenir* en dehors du développement de l'économie.

¹. FRAPPAT B., *Une pause pour l'humain*, Le Monde, 6 janvier 1994.

Proposition 5: renoncement à la croissance et transformation des rapports sociaux.

Les pays appelés développés et ceux qui sont sur le point de les rejoindre en abondance matérielle et aussi en dégâts écologiques et sociaux devraient renoncer progressivement à la croissance économique, en organisant un *processus de décélération* du développement économique, pour assurer la soutenabilité à l'échelle mondiale compte tenu de la nécessité de la période transitoire pour les pays pauvres. Seules les productions concourant à l'amélioration de la qualité de vie (logement, services de santé, éducation et transports collectifs notamment) seraient encouragées, les autres seraient orientées vers la longévité des biens et non leur renouvellement accéléré.

Les étalons de mesure du progrès cesseraient d'être les indicateurs issus du (ou intégrant le) PIB. La seule mesure de la soutenabilité deviendrait un indicateur qualitatif bâti sur le principe de l'économie des ressources et du travail humain. Il apparaît donc que ce principe d'économie qui vise à assurer le plein emploi des travailleurs sans la croissance et à restreindre l'impact des activités humaines sur l'environnement est antagonique à l'accumulation capitaliste (la reproduction sans cesse élargie) qui au contraire tend à soumettre à ses exigences autant les espaces naturels que les espaces de temps et de liberté humains. Le renoncement à la croissance est donc inséparable de la transformation des rapports sociaux. La critique du développement ne peut être coupée de celle du système social à l'intérieur duquel il *exécute* son programme et tous ceux qui n'entrent pas dans ce programme ou en sont écartés.

Proposition 6: la répartition soutenable.

A court terme, les pays développés ont les moyens de réduire en leur sein le chômage et la pauvreté par la réduction du temps de travail financée par la diminution des inégalités de revenus; l'ampleur actuelle des inégalités dans un pays comme la France donne une marge de manoeuvre considérable pour que le financement de la réduction du temps de travail ne repose pas sur les bas et moyens salaires puisque seul un quart de la population verrait son revenu diminuer, la proportion de la population concernée tombant à 10% pour les très fortes baisses de revenu.¹ A court, moyen et long terme, ils utiliseraient les gains de productivité raisonnables pour diminuer la durée individuelle du travail et favoriser le

¹. Au cours du Colloque international *Ecologie, Société, Economie, Quels enjeux pour le développement durable?*, Université de Versailles, St Quentin en Yvelines, 23 au 25 mai 1996, l'anthropologue Jacques Weber nous a présenté l'objection suivante à la réduction des inégalités de revenus et au principe de solidarité: aujourd'hui, les riches n'auraient plus besoin des pauvres, et ce serait une situation inédite dans l'histoire humaine. Nous répondons que jamais les riches n'ont eu besoin des pauvres en tant que surnuméraires, mais qu'ils en ont toujours eu et en auront toujours besoin en tant que producteurs, sous peine de cesser d'être riches et surtout de s'enrichir. Croire le contraire, c'est être victime de l'illusion de la possibilité pour le capital de s'accumuler de manière autonome: répétons que le capital est libre de ses mouvements mais n'a aucune autonomie vis-à-vis du travail quant à son accroissement.

développement des activités autonomes. L'objectif ne serait plus de partager selon l'expression consacrée "les fruits de la croissance" c'est-à-dire les quelques points de pourcentage supplémentaires annuels mais l'ensemble des richesses produites et des moyens de les obtenir (ressources naturelles si l'on raisonne en termes d'équité intergénérationnelle et emplois si l'on intègre en plus la dimension intragénérationnelle). Le principe de solidarité appliqué à la répartition du revenu social issu du travail social trouve sa justification théorique dans le caractère collectif de l'acte productif. Il s'agit donc d'une politique raisonnée, c'est-à-dire qui a un fondement parce qu'elle est observée dans la réalité et théorisée par la raison. Le raisonnable est raisonné et il inaugure de ce fait une rationalité supérieure à la rationalité de la rentabilité qui ne fut jamais que celle de la domination des uns sur les autres et de tous sur la nature.

Cette proposition remet en cause l'un des dogmes établis par le marxisme, et ce pratiquement depuis Marx lui-même: les rapports de répartition découleraient mécaniquement des rapports de production et s'occuper de répartition laisserait intact le facteur déterminant. Or, cette coupure théorique est irrecevable. Il n'y a pas *d'abord* les rapports de production et *ensuite* les rapports de répartition: les deux types de rapports sont les deux faces d'une même réalité, l'organisation sociale. La crise des rapports de production capitalistes, c'est-à-dire du salariat, et du développement que permettent ces rapports, s'exprime par la crise des rapports de répartition devenus insoutenables tant au niveau des richesses produites et de l'emploi aujourd'hui que des ressources naturelles entre les générations.¹ Récuser la prise en compte des problèmes de répartition reviendrait à abandonner toute *action* en faveur de la justice.² Inversement, la justice sans la transformation des rapports de production ne serait que de la charité.

Proposition 7: la logique de paix.

L'application à l'échelle mondiale des propositions précédentes implique une régulation mondiale démocratique qui s'attache à promouvoir une logique de paix à la place d'une logique de guerre, fut-elle simplement commerciale. Cette régulation mondiale est aujourd'hui totalement à construire. Elle nécessitera vraisemblablement la constitution d'entités géographiques relativement homogènes différentes des pôles régionaux actuels seulement gouvernés par un libre-échange sans retenue.

¹. Nous pensons même que cette crise des rapports de répartition n'est pas étrangère à la crise de mise en valeur du capital.

². Serait-il hasardeux de dire qu'une possible erreur de Marx aurait sa correspondante chez Rawls? Le premier laissant penser qu'il suffirait de changer la propriété pour que le reste suive, le second disant que puisque le contrat est décidé sous voile d'ignorance, le résultat juste suivra la procédure juste.

2. Conditions politiques de la transition vers la soutenabilité.

Les obstacles à surmonter pour pouvoir commencer à mettre en oeuvre les propositions précédentes sont importants et pour tout dire seront sans doute permanents, jamais définitivement dépassés, car ils tiennent à des enjeux d'intérêts, à des rapports de forces objectifs, à des angoisses existentielles individuelles inscrites en chacun et à des peurs collectives constitutives de chaque société. Il n'est pas imaginable alors que, sous la baguette inspirée d'un despote éclairé ou le bâton rugueux d'un tyran planificateur, la transition vers la soutenabilité soit imposée de force à des populations qui n'en auraient pas compris la nécessité et reproduise les erreurs et atrocités de la transition vers le socialisme et le communisme. La soutenabilité étant inséparable de la réhabilitation de la notion de "suffisant", l'intériorisation de cette dernière procédera de processus complexes de débats, confrontations conflictuelles et conviviales, de sagesse en fin de compte. L'accroissement du temps libre n'engendre pas *ipso facto* une plus grande citoyenneté, une plus grande responsabilité, c'est la *participation à tous les actes de la vie sociale* qui donne un contenu à celles-ci.

La transition vers la soutenabilité ne peut donc être que le résultat d'un processus démocratique: le respect des écosystèmes et le partage social seront décidés démocratiquement ou bien ne verront tout simplement jamais le jour. En sachant que la démocratie est une condition nécessaire mais qu'elle n'offre pas de garantie pour réduire deux risques: celui du temps et celui du marché. En effet, la démocratie prend du temps et en avons-nous suffisamment devant nous? D'autre part, la démocratie a été jusqu'à maintenant, et peut être encore, corrélée avec l'extension infinie du marché producteur d'insoutenabilité.

La démocratie ne donnant pas l'assurance de cette transition, peut-on espérer mieux de la vertu pédagogique des catastrophes?¹ L'ennuyeux avec les catastrophes, c'est qu'il faut qu'elles soient suffisamment grandes pour engendrer les prises de conscience et inciter aux changements rapides, et point trop fortes pour que l'on puisse encore être en état de se poser des questions. Autrement dit, on pourrait souhaiter la venue de la catastrophe *optimale*. Mais l'optimalité n'étant vérifiable qu'après coup, miser sur la catastrophe revient à choisir le mauvais côté du pari dont les termes ont été exposés par Michel Serres: en étant imprudent, dans le meilleur des cas on ne gagne rien sauf le pari et dans le pire on perd tout.

¹. Tchernobyl a-t-il servi à quelque chose? Pourtant, pour les Ukrainiens, il s'agissait d'une catastrophe maximale. L'affaire du sang contaminé par le virus du sida a-t-elle servi à quelque chose? On peut en douter à voir sa réédition avec l'affaire de la maladie de la "vache folle". Dans un premier temps, les experts n'ont-ils pas dit: "Le nuage de Tchernobyl ne présente aucun danger pour notre pays", puis: "La transfusion sanguine ne présente aucun danger pour la population", et: "L'encéphalopathie bovine spongiforme ne peut être transmise à l'homme"?

Pour sortir de ces contradictions entre l'exigence de la démocratie et l'urgence du temps, entre l'illusion du bien-être apporté par la consommation marchande et l'aspiration générale à celle-ci, contradictions inscrites au coeur des rapports sociaux eux mêmes contradictoires, doit-on s'en remettre à l'Etat? Le coup d'envoi, l'amorçage, l'impulsion de départ, un peu à la manière des années 30 mais pour un objectif différent, la chiquenaude keynésienne, incombent sans doute aux pouvoirs publics nationaux et mondial. Cette impulsion porterait simultanément sur la méthode et le contenu. Pour créer les conditions d'un débat permanent, sans fin, sur les fins. Pour inaugurer le double processus de soutenabilité sociale et écologique par la réduction des inégalités sociales et la conservation des éléments naturels. Mais n'est-ce pas renvoyer le problème un peu plus loin puisque l'Etat n'est jamais un arbitre au-dessus des intérêts particuliers mais avant tout un garant de l'ordre social et de sa reproduction? On est alors ramené à l'importance des projets et des mouvements collectifs pour peser sur les décisions. Serions-nous ramenés à la première phrase de la première section du fameux *Manifeste* de 1848? Avec la démocratie en plus, certainement, c'est-à-dire en rompant le lien entre le principe d'intelligibilité du mouvement des sociétés, toujours parfaitement recevable, et le messianisme attribué à une classe, aujourd'hui irrecevable¹. A la lumière de multiples tentatives d'expériences et de recherches également.

II- Perspectives de recherches ultérieures et convergences possibles.

L'analyse critique du développement et du développement soutenable fait appel à l'ensemble des disciplines couvrant le champ de la société. La principale difficulté pour la mener en profondeur provient du fait que les "sciences" sociales ne forment pas un outil pur, un scalpel aseptisé qui nous permettrait d'"opérer" sans avoir à nous poser à tout instant la question de son innocuité. De manière permanente nous avons à conduire simultanément deux types d'analyse critique: celle de l'objet d'étude et celle de l'outil d'analyse². La critique de la rationalité à l'oeuvre dans le développement économique est inséparable de la démystification de la problématique théorique construite autour du postulat unique et universel de rationalité.³

¹. FOSSAERT R., *L'avenir du socialisme*, Paris, Stock, 1996, p. 125.

². On pourrait rappeler que la première démystification consiste à mettre en doute la capacité des "sciences" sociales à saisir un objet indépendant de ses représentations.

³. Une preuve *a contrario* de cette nécessité ne nous est-elle pas donnée par l'extraordinaire propension à l'impérialisme théorique du paradigme néo-classique: "Un économiste explique nécessairement le fonctionnement du marché du travail comme il le fait pour le fonctionnement de n'importe quel marché, parce

Cette difficulté procure néanmoins un avantage: le chercheur est amené rapidement à ouvrir le champ de ses investigations vers d'autres domaines. Nous allons indiquer les voies que nous souhaiterions continuer d'explorer dans le cadre de notre problématique (A) et celles avec lesquelles nous pensons pouvoir dégager des convergences importantes et constructives (B).

A- Recherches complémentaires ultérieures.

Tout n'est pas joué avions-nous écrit en commençant; l'aspiration au respect de la dignité humaine, à la justice, à l'économie de la peine humaine et des ressources limitées, la reconnaissance du droit à la vie de toutes les espèces ne sont pas des objectifs que l'on doit tenir pour définitivement coupés de ce que, faute de mieux, on peut appeler un progrès. Non pas *le* Progrès qui est un mythe trompeur, mais une avancée parmi *des* progrès possibles. Si la mort par malnutrition ou par la guerre diminue dans le monde, ce sera *un* progrès, si les inégalités diminuent, ce sera *un* progrès, si le chômage disparaît ou recule nettement, ce sera *un* progrès, si le nombre de kilomètres parcouru en automobile individuelle envoyant de l'oxyde de carbone dans l'air diminue, ce sera *un* progrès, si la Bretagne retrouve une eau potable et si l'air que nous respirons redevient respirable, ce sera *un* progrès, si la diversité de la faune et de la flore est maintenue, ce sera *un* progrès, etc... Ces progrès n'ont pas besoin du développement économique pour être réalisés, ces progrès ne seront donc pas *le* Progrès, il constitueront une forme de développement de l'humanité qui sera autre que celle menée par et pour la croissance économique.

Si le développement économique est à proscrire, nous avons fait le choix de ne pas abandonner l'idée de développement, d'abord parce que la population mondiale continue d'augmenter et qu'il serait irresponsable de ne pas se préparer à l'exigence économique que cela représente¹, ensuite parce que cette idée est un enjeu dans le combat pour la soutenabilité sociale et écologique. Ce sont les raisons pour lesquelles nous croyons indispensable d'approfondir notre recherche dans plusieurs directions.

qu'il part de l'hypothèse fondamentale que les problèmes économiques résultent des choix conscients d'êtres rationnels. (...) De ce point de vue, on peut dire qu'une proposition qui n'est pas compatible avec ce savoir économique est nécessairement et logiquement fausse." SALIN P., *Les obstacles à l'emploi*, op. cit., p. 5, et note 2, p. 34.

¹. Remarquons en outre que lorsqu'on suggère, au Nord comme au Sud, de substituer des transports collectifs aux transports individuels surtout dans les zones urbaines, cela passe obligatoirement par un... développement des premiers.

1. La démythification de la croissance diffusant ses effets sociaux et la réhabilitation de l'état stationnaire.

Le PNUD a annoncé en 1995 que son rapport de 1996 serait consacré “à inscrire plus complètement la croissance économique dans le cadre du concept et de la stratégie du développement humain”¹. Pourquoi tant d’insistance alors que ce thème revient comme un leitmotiv depuis 1990 dans les six éditions successives des rapports de l’ONU, alors que tous les commentaires, toutes les réponses apportées chaque année aux critiques du concept de développement humain portent déjà sur ce thème? N’est-ce pas l’indice que dans les lieux où s’élaborent les représentations du monde à diffuser ensuite, où se confectionnent les prêts-à-penser, on sait bien que l’idée de *la croissance condition nécessaire mais non suffisante* n’est pas, malgré sa répétition incessante, une évidence admise spontanément. Nous voyons là une raison toute raisonnable de continuer un travail de bénédictin d’analyse du discours économique surtout lorsque celui-ci se pare de social. Dans la mesure où l’alternative par rapport à la croissance se présente schématiquement ainsi: poursuite éternelle de la croissance ou renoncement à celle-ci immédiatement pour les pays riches et progressivement pour ceux qui ne le sont pas, nous devons rouvrir la discussion sur l’état stationnaire. Non seulement la rouvrir mais la réhabiliter car elle n’a pas droit de cité: quiconque évoque cette perspective est immédiatement taxé de conservatisme ou même de passéisme. Il faut redécouvrir les thèmes refoulés, presque au sens psychanalytique, qui pourtant sont présents dès l’aube de la pensée économique classique jusqu’à nos jours: Stuart Mill souhaitait l’avènement de l’état stationnaire qui seul affranchissait l’homme de la servitude de la compétition économique, Marx, malgré ses emportements dithyrambiques sur les forces productives, prônait l’économie du travail, Keynes, en dépit de son obsession pour la relance, pronostiquait la diminution de moitié du temps de travail et, plus près de nous, Georgescu-Roegen, se démarquant des ambiguïtés ou erreurs des penseurs précédents, remettait en cause le type de besoins que nous satisfaisions. Sortir de la croissance n’est-il pas une manière de se mettre à l’écoute des exclus, des déshérités, des “naufragés”²? Or, la seule proposition de l’Occident riche aux pauvres du monde entier a été et est une exhortation à la croissance qui justement les a faits devenir pauvres, les a faits se sentir pauvres, se vivre comme pauvres, c’est-à-dire les a transformés en pauvres dans leurs corps et dans leurs têtes.

¹. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1995*, op. cit., p. 135.

². LATOUCHE S., *La planète des naufragés*, op. cit.

2. La notion de pauvreté.

La composante sociale de la soutenabilité exige que soit approfondie la conception de la pauvreté: quel type de pauvreté est pris en compte par les analyses de la pauvreté? la pauvreté est-elle matérielle, culturelle, symbolique? est-elle tout à la fois? la pauvreté est-elle prise en compte par la mesure qui en est faite à l'aide d'instruments le plus souvent monétaires calqués sur ceux mesurant le développement économique créateur d'insoutenabilité? la pauvreté est-elle connaissable avec les critères d'un développement qui la provoque souvent? enfin la vision de la pauvreté n'est-elle pas ethnocentrique? Ces interrogations étaient sous-jacentes à notre travail, nous avons abordé certaines, nous espérons en approfondir de nouvelles, et cela avec d'autres¹.

3. La notion de besoins essentiels.

L'étude de la pauvreté et, au-delà, celle de la soutenabilité sociale, rencontrent obligatoirement la notion de besoins essentiels dont la définition et les critères soulèvent des difficultés tout aussi importantes parce que les besoins sont, dans leurs formes, très peu objectifs et fortement sociaux et culturels. Dans la mesure où nous avons mis l'accent sur la réduction des inégalités comme condition essentielle de la soutenabilité sociale, l'articulation entre la répartition des richesses et l'accès à celles-ci d'un côté, la définition et la satisfaction des besoins de l'autre, nous semble être une voie intéressante à explorer.

4. Les effets des mesures de protection de l'environnement.

A l'heure actuelle, nous disposons de très peu de recul pour connaître l'impact de mesures de protections environnementales dans le long terme, que celles-ci soient à caractère économique (écotaxes, droits à polluer) ou à caractère physique (normes de prélèvements, quotas). Il est à craindre malheureusement que les efforts déployés pour connaître, grâce aux dispositifs sophistiqués de l'économie de l'environnement, les fameux prix fictifs des biens naturels, aboutissent non à diminuer les nuisances mais au contraire à les perpétuer tout en proposant une compensation monétaire dérisoire au regard des risques et des enjeux. Dans ce contexte, nous pensons préférable que la société oriente les recherches vers la mise au point de procédés non polluants, non destructeurs, n'hypothéquant pas l'avenir, et

¹. Signalons la réflexion amorcée par le Groupe de Recherche en Anthropologie, Epistémologie et Economie de la Pauvreté (GRAEEP, Université Paris-Sud).

Cf. aussi RAHNEMA M., *La pauvreté globale: une invention qui s'en prend aux pauvres*, *Interculture*, Institut Interculturel de Montréal, vol. XXIV, n° 2, printemps 1991.

vers les procédures d'éducation et de formation pour faciliter leur utilisation, tandis que l'économiste et le sociologue travaillent à en étudier les retombées.

5. La qualité des emplois.

Nous avons surtout insisté au cours de cette recherche sur la complémentarité des solutions à la crise sociale et à la crise écologique dont l'origine commune s'enracine dans l'hégémonie de l'économie et de ses règles rationnelles de rentabilité. Mais il conviendra d'analyser, au fur et à mesure de leur mise en oeuvre (pour l'instant encore hypothétique), les éventuelles contradictions entre les solutions à une crise et à l'autre. On constate de plus en plus fréquemment que des groupes de pression s'opposent à la mise en place de réglementations protectrices de l'environnement ou de la santé humaine au nom de la défense de l'emploi dans certains secteurs industriels.¹ Inversement, un gros effort d'explication est nécessaire pour montrer qu'il devient de plus en plus insoutenable de parcourir le monde à la recherche de marchés pour les industries d'armement grosses pourvoyeuses d'emplois. C'est ici que le renoncement à la croissance, la diminution de la durée du travail peuvent prendre leur pleine signification, allant bien au-delà d'un simple accroissement du temps libre: l'instauration d'autres rapports humains est conditionnée par le partage des emplois mais ne saurait se contenter d'une attribution de n'importe quel emploi. Le respect de la dignité humaine commande de promouvoir des activités et des emplois remplissant des conditions éthiques. L'économiste qui chercherait à étudier la qualité du progrès de l'activité humaine devrait donc tenir compte de la nature des emplois offerts au moment de les intégrer dans ses mesures.

6. La soutenabilité dans les pays pauvres.

L'après-développement économique axé sur la soutenabilité, le renoncement à la croissance infinie devront s'amorcer dans les pays riches en utilisant les gains de productivité pour diminuer l'effort productif de tous les individus. C'est un impératif moral vis-à-vis des pays pauvres et des pauvres des pays riches. C'est aussi un impératif biologique compte tenu

¹. Le Parlement européen vient de refuser d'adopter les dispositions proposées par la Commission visant à renforcer le contrôle sur la production et la commercialisation des aliments et ingrédients génétiquement modifiés au motif qu'elles auraient nui à l'emploi dans le secteur agro-alimentaire. Cf. CANS R., *L'Europe renonce à renforcer le contrôle sur les aliments génétiquement modifiés*, Le Monde, 14 mars 1996. Cette décision est intervenue quelques jours à peine avant l'éclatement de l'affaire de la maladie de la "vache folle".

de la pollution provenant massivement du développement industriel. Mais un immense chantier de recherche s'ouvre pour définir les conditions d'une soutenabilité au sein des pays pauvres qui à la fois ne peuvent se passer d'un temps de croissance économique et devront rapidement penser à une forme de croissance économe. Le fait qu'ils se trouvent aujourd'hui confrontés à penser simultanément leur développement et leur après-développement est peut-être plus prometteur que les contributions savantes d'une ou l'autre instance internationale. Inventer des formes d'organisation sociale, d'échanges, de productions centrées sur les besoins locaux, se réalise parfois au coeur d'une situation que l'indicateur du PNUD décrit comme *développement humain faible*. Nous prenons cette interpellation comme une invitation à rechercher des convergences théoriques mais aussi sociales.

B- Convergences possibles.

Le grand paradoxe de l'histoire de l'utilitarisme aura été de consacrer la valeur d'échange au détriment de la valeur d'usage. Contre l'utilitarisme, il s'agit aujourd'hui de contraindre rapidement au recul les *délires conjoints* du productivisme et du consumérisme, deux phénomènes dont la raison d'être tient à la réunion de la nécessité de reproduire des rapports sociaux d'exploitation et de domination d'une part, et de l'angoisse de la vie et de la mort enracinée en chacun de nous d'autre part. En fait, ce qui peut apparaître comme une charge contre l'économie n'est qu'une interrogation pour une autre société, dans laquelle l'économie, en tant qu'activité productive humaine, ne disparaîtrait pas mais serait subordonnée et *domestiquée*¹, dans laquelle les échanges entre les hommes ne prendraient pas la seule forme de l'échange monétaire parce qu'y seraient établis un champ non négligeable de gratuité et un espace pour le don. Ce sont les deux dernières questions dont nous voudrions examiner les liens avec la problématique de la soutenabilité avant de terminer en questionnant la modernité, en *nous* questionnant sur la façon dont nous assumons cette dernière.

1. Soutenabilité et gratuité.

L'insoutenabilité du développement économique est inscrite dans l'accumulation du capital et dans l'extension infinie de la marchandise, tant sur le plan social puisqu'elle implique la généralisation du rapport salarial, que sur le plan écologique

¹. De l'économie domestique à l'économie domestiquée après la grande parenthèse du développement économique, tel pourrait être le raccourci de la présentation de notre histoire contemporaine.

puisqu'elle implique la domestication de la nature. Mais les limites à la marchandisation et les contradictions qu'elle engendre et qui avaient parfaitement été mises en lumière par Marx sur le plan social apparaissent aujourd'hui d'autant plus crûment qu'aux contradictions sociales se sont ajoutées les contradictions écologiques dont on voudrait nous faire croire qu'elles pourraient se résoudre par une extension encore plus grande des activités marchandes, celles consacrées à la dépollution.

Or, ce qu'oublie les apologistes du marché, c'est que, de la même façon que le marché ne pourrait fonctionner et réguler l'ensemble de la vie sociale s'il n'était pas encadré de règles, de contrats explicites ou implicites, et d'institutions chargées de veiller à leur application, l'économie marchande cesserait immédiatement d'exister si la gratuité ne fonctionnait pas simultanément. Quelle activité économique serait possible sans la lumière gratuite du soleil? Imagine-t-on une économie qui nécessiterait de devoir payer pour donner la vie à des enfants? Inversement, parce que cela est parfaitement imaginable, quelle civilisation se préparerait si nous devions acheter notre air quotidien avec notre pain? Il existe donc déjà un champ où s'exerce pleinement la gratuité. La soutenabilité qui est antagonique avec la marchandisation extrême peut donc trouver dans l'extension du champ de la gratuité une possibilité intéressante.

Réfléchir à la gratuité nous ramène aux confins de l'économie politique et de l'éthique. Lorsque les économistes de l'environnement feignent de s'étonner que les biens fournis par la nature n'aient pas de prix et qu'ils clament: "mais cela ne vaut pas rien, fixons un prix", ils ignorent ou veulent ignorer que la gratuité est ici synonyme d'infinitude et que, par voie de conséquence, tout ce qui a trait à la vie, celle des hommes ou des autres espèces et tout ce qui a trait aux conditions de la vie, qu'elles soient biologiques, culturelles ou affectives, échappent au marché, au champ de la monnaie, pour rentrer dans celui de la gratuité. Réciproquement, la gratuité confère *ipso facto* un degré de valeur incommensurable. Comme l'écrit Jean-Louis Sagot-Duvaurox: "Seules les choses gratuites donnent sa *valeur* à la vie humaine."¹ Ce que l'auteur dit des choses de la vie humaine peut être étendu aux choses du monde qui nous entoure. La lumière du soleil, l'air doivent rester gratuits. La santé, l'éducation, l'eau qu'il faut acheminer ont certes un coût mais leur gratuité signifie que la cotisation versée par chacun lui donne droit à sa part de bien ou service dont la production est collectivement décidée et organisée. Et nous voici revenus au lancinant problème de la répartition.² La sauvegarde des gratuités existantes et l'extension de leur champ sont-elles des manifestations des *rigidités de la société*? S'il s'agit de défense vis-à-vis de l'extension de la

¹. SAGOT-DUVAUROUX J.L., *Pour la gratuité*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995, p. 20.

². Remarquons avec quelle insistance Denis Kessler, vice-président du C.N.P.F. théorise l'insoutenabilité: "Il faut que le débat, en France, ne se polarise plus sur les problèmes de répartition -déficit, réduction du temps de travail, sécurité sociale, impôts, cotisations, prestations-, mais se concentre sur les questions qui gouverneront notre avenir: formation, investissements, production, innovation, exportation, compétition internationale." KESSLER D., *Il faut passer d'une économie axée sur le secteur public et social à une économie fondée sur le secteur productif*, op. cit.

marchandise à l'ère de la déréglementation et de la mondialisation de la production, s'il s'agit de se prémunir contre une stratégie de développement durable qui se résumerait à l'*éco-business* annoncé par des capitaines d'industrie audacieux et avisés, assurément. Mais ce qui est accusé d'être du conservatisme est éminemment porteur de *valeurs humaines* tout en restreignant les possibilités d'accroissement des *valeurs d'échange*.¹

Les aspirations à la soutenabilité et à l'extension de la gratuité renouvellent le sens que l'on peut donner à la notion de citoyenneté. Mieux la charge de travail nécessaire à la production et les revenus qui en sont issus sont répartis et plus la société reconnaît à chacun de ses membres l'égalité de sa vie, de son temps de vie, de son apport à la production collective par rapport à ceux de ses semblables (combien ce mot est-il signifiant!), alors plus il est possible à chacun de trouver identité, reconnaissance sociale à la fois dans le travail, au sens de travail contraint socialement, et dans des activités autonomes libérées de la contrainte marchande. En d'autres termes, la soutenabilité, la réduction des inégalités, l'extension de la gratuité forment une alternative avec la dualisation de la société, celle-ci fut-elle atténuée, ou plutôt confortée car entérinée, par l'attribution d'un revenu minimum d'assistance. Le partage et la gratuité unifient la société là où la marchandisation la dissout, la fissure, la... fracture!

Nous avons signalé que la réduction du temps de travail en permettant l'accroissement du temps libre n'était pas exempte de risques dont les principaux étaient sans doute celui de stimuler la consommation de loisirs marchands, substituant ainsi l'aliénation dans le loisir à celle dans le travail, et celui d'exiger si l'on n'y prenait garde une consommation accrue de capital et de ressources naturelles. La réappropriation par l'homme de son temps, de son temps de vie, donc de sa vie elle-même, n'est véritable que si le temps libre est du temps gratuit. Le développement économique et l'accumulation capitaliste n'ont été possibles que par le découpage du temps de vie en tranches, dont au moins une était transformée en quasi marchandise, le temps de travail, pour produire de véritables

¹. On n'en finirait pas de citer des exemples montrant que l'enjeu de l'extension de la marchandise ou de la gratuité est fondamental. Voici le regret et l'espoir exprimés par Serge Trigano, Président du Club Méditerranée: "La France connaît aujourd'hui une situation unique dans le monde, où plus de 50% des personnes consomment encore gratuitement leurs vacances en allant chez des amis ou dans leur famille en province. Mais cela va s'estomper avec le temps." TRIGANO S., *La consommation de loisirs fait du surplace*, Entretien avec La Tribune Desfossés, 18 mars 1996, propos recueillis par C. Colomer et G. Bridier. Ces propos ne sont-ils pas la reproduction de la tirade du Directeur de l'Incubation et du Conditionnement, l'un des personnages centraux du *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley: "Les primevères et les paysages, fit-il observer, ont un défaut grave: ils sont gratuits. L'amour de la nature ne fournit du travail à nulle usine. On décida d'abolir l'amour de la nature, du moins parmi les basses classes, d'abolir l'amour de la nature, mais non point la tendance à consommer du transport. Car il était essentiel, bien entendu, qu'on continuât à aller à la campagne, même si l'on avait cela en horreur. Le problème consistait à trouver à la consommation du transport une raison économiquement mieux fondée qu'une simple affection pour les primevères et les paysages. Elle fut dûment découverte. Nous conditionnons les masses à détester la campagne (...) mais simultanément nous les conditionnons à rafoller de tous les sports de plein air. En même temps, nous faisons le nécessaire pour que tous les sports de plein air entraînent l'emploi d'appareils compliqués. De sorte qu'on consomme des articles manufacturés, aussi bien que du transport." (HUXLEY A., *Le meilleur des mondes*, op. cit., p. 41).

marchandises, une autre en consommation de marchandises, en faisant en sorte de restreindre la tranche restante à la portion congrue. L'aliénation du temps de vie, qui est à la base de tout rapport social d'exploitation et de domination, empêche la libre disposition de l'existence que chaque homme reçoit gratuitement. La malédiction divine -tu travailleras à la sueur de ton front- qui habite la philosophie judéo-chrétienne et sa version puritaine, place l'*obligation* d'aliéner son temps, c'est-à-dire l'*interdit* de sa libre-jouissance, dans les têtes et les consciences. Temps libre et temps gratuit: là se trouve à notre sens l'enjeu du conflit sur la réduction du temps de travail car le capitalisme ne peut se permettre de ne plus contrôler une part du temps de vie qui ne serait consacrée ni à travailler, ni à consommer, ni à se reposer du travail, ni à se reposer du travail en consommant.

Bouleversement des modes de vie matériels pour assurer la soutenabilité, bouleversement culturel pour en comprendre la nécessité mais aussi les bienfaits: la culture du suffisant et celle de la gratuité forment un ensemble, un couple dont l'enfant naturel mais légitime est la culture du don.

2. Soutenabilité, gratuité et don.

Fondamentalement, la gratuité a sa source dans le don de la vie et la soutenabilité fonde sa légitimité dans la perpétuation de cette vie reçue et donnée gratuitement.

Inexorablement, le développement économique, l'accumulation du capital et l'ère de la modernité ont entraîné une régression de la réciprocité et lui ont substitué une conception de l'échange économique nécessairement égal, profitant aux deux parties, renversant ainsi l'ancienne vision du commerce, cette activité s'apparentant au banditisme, où l'on devait avoir toujours un gagnant et un perdant. Mercure et Hermès, les dieux du commerce, n'étaient-il pas aussi ceux des voleurs?

Depuis les travaux de Malinowski¹ et de Mauss² nous savons que la réciprocité se définit par la triple obligation de donner, accepter et rendre dans une succession de dons et contre-dons réciproques qui trouvent leur équilibre dans l'extrême durée: le principe de la réciprocité ne vise pas à retirer l'équivalence immédiate de l'objet abandonné dans l'échange, mais à rendre un service susceptible d'en attirer un autre dans le futur. Le respect de cette triple obligation est liée au fait qu'elle s'inscrit dans une organisation sociale (un *fait social total* selon Mauss) qui exclurait celui qui ne s'y soumettrait pas. De plus,

¹. MALINOWSKI B., *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Paris, Gallimard, 1989.

². MAUSS M., *Essai sur le don*, op. cit.

Polanyi a suggéré que la réciprocité et la redistribution permanente qui lui est attachée remplissent un rôle d'intégration au sein de la communauté, la *Gemeinschaft* de Tönnies. En distinguant à la suite de Sahlins¹ la réciprocité généralisée (donner quelque chose contre rien), la réciprocité équilibrée (donner et recevoir quelque chose d'équivalent) et la réciprocité négative (recevoir en échange de rien), Carlo Gambescia² montre que la dernière forme de réciprocité caractérise la société moderne, la *Gesellschaft*, où règnent la compétition économique, la course au gain, dont deux symboles sont la spéculation boursière et l'échange inégal entre le Nord et le Sud. Ainsi, le recul de la réciprocité généralisée et équilibrée semble lié à la montée de l'hégémonie de l'utilitarisme.

Pendant, malgré l'hégémonie de l'utilitarisme comme modèle explicatif et normatif qui consacre ce qu'Alain Caillé³ appelle une *socialité secondaire*, espace dans lequel les relations humaines ne sont que des relations entre fonctions rendues impersonnelles notamment par l'égalité de l'échange marchand, subsiste une *socialité primaire*, sans laquelle d'ailleurs la précédente ne pourrait fonctionner, qui est celle où s'expriment des relations personnelles, personnalisées parce qu'elles concernent les relations affectives, familiales, amicales, associatives. La forme première du rapport d'échange entre les hommes n'est donc pas l'échange marchand, qu'il soit sous forme de troc ou monétaire, mais le don soumis à une règle d'inextinguibilité qui fait circuler la dette instauratrice de rapport social.

La soutenabilité exige la prééminence des principes de responsabilité, de solidarité et d'économie. Ces trois principes réexpriment pour notre époque moderne le non-dit du don primitif: Mauss lui-même expliquait que sous le don primitif subsistait toujours une forme d'intérêt et que, derrière lui, il ne fallait pas voir la générosité pure mais l'intérêt de l'existence de la relation sociale. Les trois principes rappelés garantissent des formes plurielles d'échanges entre les humains, c'est-à-dire garantissent l'existence et le respect d'une pluralité de valeurs humaines. Borner le marché, le contraindre au recul et à la sortie des espaces qui touchent aux valeurs essentielles de l'humain et de la vie, promouvoir au contraire les lieux, "les espaces de mise en commun"⁴, où la créativité et l'inventivité humaines peuvent s'exprimer librement et gratuitement, favoriser et protéger les activités non marchandes nées sous le régime de la libre association des individus unis par des liens de

¹. SAHLINS M., *Age de pierre, âge d'abondance*, op. cit.

². GAMBESCIA C., *Le déclin de la réciprocité, Réflexions sur l'économie politique du don*, *Krisis. L'argent*, n° 12, octobre 1992, p. 47-59.

³. CAILLE A., *Sortir de l'économie*, op. cit.

Tout le monde gagne, Comment un état d'endettement mutuel positif est-il possible? Brefs commentaires sur l'article de Jacques Godbout, La Revue du M.A.U.S.S. semestrielle, A qui se fier? Confiance, interaction et théorie des jeux, n° 4, 2° trimestre 1994, p. 220-226.

La démission des clercs, La crise des sciences sociales et la démission du politique, op. cit.

GODBOUT J.T., *L'état d'endettement mutuel, La Revue du M.A.U.S.S. semestrielle, A qui se fier? Confiance, interaction et théorie des jeux*, n° 4, 2° trimestre 1994, p. 205-219.

GODBOUT J.T., CAILLE A., *L'esprit du don*, Paris, La Découverte, 1992.

⁴. ROUSTANG G., LAVILLE J.L., EME B., MOTHE D., PERRET B., *Vers un nouveau contrat social*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996, p. 162.

réciprocité, sont des voies opposées à la fixation à tout prix d'un... prix, d'autant plus dérisoire et incongru qu'il est fictif, pour s'engager vers la soutenabilité de la vie dans des sociétés gagnées par la modernité.

3. Soutenabilité, gratuité, don et modernité.

La soutenabilité et la durabilité qu'il faut organiser et préserver ne sont pas celles du développement comme les expressions de développement soutenable ou développement durable le laisseraient croire d'emblée. La soutenabilité est celle de la vie dans des sociétés que le mouvement de l'histoire a conduit ou conduit vers le développement et la modernité. L'histoire ne recule pas. L'après-développement ne sera pas un retour à l'avant-développement. Le dépassement de la modernité retiendra la promotion et la défense des droits de l'Homme comme un acquis universel. Mais il dissociera sans aucun doute ces droits des intérêts du capital revêtus de l'habit du marché; il distinguera ce que Pierre Rosanvallon appelle le *libéralisme positif* et le *libéralisme utopique*¹. Réussira-t-il à s'opposer à la dissolution de l'universalité des valeurs dans la mondialisation de l'économie?² Vouloir échapper au développement ou le refuser n'ont pas de portée réelle. Seuls les combats pour l'impératif de justice ici et maintenant transformant les conditions de vie concrètes des peuples et les combats pour la déconstruction-reconstruction de l'imaginaire obnubilé par la croissance économique ont une portée pratique véritable et une perspective théorique... soutenable. Peut-on dire qu'il y aurait, dans le temps, une transformation de l'imaginaire précédant celle des conditions matérielles?³ Il n'y a pas selon nous un *d'abord* ou un *avant tout*, il y a un *simultané*, parce qu'il ne suffit pas de *voir* le monde pour le *concevoir* et le *changer*. Les pratiques humaines et la conscience de ces pratiques ont une relation beaucoup plus dialectique que ne le supposerait l'idée d'une dissociation dans le temps de leurs évolutions respectives. Ce parti-pris a des retombées pour l'action mais renvoie également aux présupposés théoriques que nous avons adoptés dans notre travail de recherche sous

¹. ROSANVALLON P., *Le libéralisme économique, Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1989.

². Cf. la distinction établie par BAUDRILLARD J., *Le mondial et l'universel*, *Libération*, 18 mars 1996.

³. "Si l'on veut desserrer l'étreinte de la nécessité économique sur l'existence sociale concrète des individus, il faut d'abord diminuer le poids de la *croissance économique* sur les esprits contemporains." CAILLE A., *Sortir de l'économie*, op. cit., p. 179.

"Il faut commencer par voir les choses *autrement* pour qu'elles puissent devenir autres, pour que l'on puisse concevoir des solutions originales et novatrices." LATOUCHE S., *Autre économie ou autre société*, dans LATOUCHE S., *L'économie dévoilée*, op. cit., p. 191.

"Encore une fois, le changement du monde passe d'abord par un changement de notre regard sur le monde." LATOUCHE S., *Autre économie ou autre société*, op. cit., p. 194.

"Bien sûr il s'agit de sortir de l'*imaginaire* de la croissance et du développement. C'est cela d'abord et avant tout." LATOUCHE S., *Réponse à Alain Caillé*, op. cit., p. 43.

l'autorité précisément des auteurs que nous citons ici, présumés selon lesquels les représentations du monde et des rapports sociaux sont constitutives de ceux-ci mais ne les précèdent ni ne les suivent.

A l'évidence, ces interrogations ou ces prises de position montrent la nécessité d'une pensée complexe pour saisir une réalité complexe dont aucune loi déterministe ne commande l'évolution inéluctable. Le développement des *forces productives* nous a fait toucher du doigt ses propres limites; il ne nous conduit pas automatiquement vers l'harmonie sociale durable, pas plus qu'il ne dégage de force messianique capable de nous y mener. Il met à la portée de l'homme les moyens matériels de l'assurer, mais celui-ci ne sait ou ne veut pas les utiliser pour l'assumer. Comme le XX^e siècle a prouvé que la construction d'un Homme nouveau était une chimère dangereuse, que les progrès étaient toujours précaires et réversibles, que l'improbable était plus probable que le certain, il reste à élargir ici et partout les espaces de solidarité, souvent synonymes d'espaces non marchands, il reste aussi à rendre des arbitrages pour que ne règne pas l'arbitraire et que se pacifie une évolution qui n'a cessé jusqu'à présent d'être violente: violence sociale, violence urbaine, violence technique, violence physique, violence symbolique... "Sauver la planète menacée par notre développement économique. Réguler et contrôler le développement technique. Assurer un développement humain. Civiliser la terre. Voilà qui prolonge et transforme l'ambition socialiste originelle."¹ Ambition que Marx avait imaginée mais qui peut être reformulée: "le dépassement de la domination de l'économique, remis à sa place, subordonné à une société se donnant librement ses fins"². Elle est simplement devenue plus modeste et donc plus humaine, à l'échelle du temps sur lequel l'homme a prise.

Le temps de vie d'un être humain représente une infime partie de l'histoire humaine et surtout de l'histoire de l'univers. Comment penser le long terme dans ces conditions? La pensée ne peut guère dépasser l'horizon d'une vie humaine, trois quarts de siècle à un siècle, alors que les conséquences de certains actes peuvent s'étaler sur des millénaires.

Comment comprendre que, paradoxalement, la préoccupation du long terme exige l'urgence des mesures? Qualifier la problématique de la soutenabilité de problématique de long terme comporte le risque de renvoyer à plus tard le moment des décisions sous le prétexte: "on a encore le temps...". Or la préparation d'un avenir ne se renvoie pas dans l'avenir, sinon cet avenir cesse d'en être un puisqu'il est en quelque sorte

¹. MORIN E., *La pensée socialiste en ruine*, Le Monde, 21 avril 1993.

². GORZ A., Entretien avec Globe Hebdo, 28 avril au 4 mai 1993, propos recueillis par M. Najman.

gommé. L'avenir est un avenir s'il est préparé dans le présent. “*Le temps du monde fini commence*”¹ écrivait déjà Paul Valéry en 1931 en réunissant dans un raccourci brillant les deux limites à l'action humaine: le temps et l'espace.

Avec la question des rapports entre les êtres humains, celle du temps fut l'un de nos fils conducteurs. Elles sont très proches l'une de l'autre. Nous avons voulu essayer de montrer que le *développement* durable n'avait de sens que si c'était celui qui permettait de disposer de temps pour nouer d'autres rapports et pas seulement de consommer davantage. Du temps gagné peut alors être perdu et regagné pour l'amour, la solidarité, l'art, les arts, une simple marche à pied dans une nature point trop dénaturée, bref pour l'éthique et l'esthétique. Le temps, le travail, la valeur, les valeurs restent au coeur des interrogations de la pensée contemporaine. L'économie (la discipline) peut continuer de feindre de les ignorer, gageons que la société a la capacité de les réhabiliter. Cette réhabilitation sera alors partie prenante de la domestication de l'économie (l'activité) dans l'espace qui nous est donné. Domesticquer l'économie et non la nature, promouvoir l'homme et non l'asservir, seraient une manière d'introduire le troisième, mais en fait premier, sens du mot économie que le verbe économiser restitue sans ambiguïté. Aujourd'hui le conflit entre l'économie (deuxième sens ci-dessus) et la nature a éclaté et doit être résolu par l'économie (troisième sens) de l'homme et celle de la nature, mais la tension entre ces deux dernières subsistera. Soumettre la nature pour réduire le travail à néant conduirait aux mêmes contradictions que la soumettre pour augmenter sans fin la production: que servirait à l'homme de gagner du temps s'il venait à perdre son espace?

Il n'y a pas d'avenir prédéterminé, il n'y a pas d'éthique préalablement conçue. Ils seront ce que les individus et les sociétés en feront, en gérant des contradictions incontournables: comment assurer et dépasser le développement sans gâchis humain et naturel? comment instaurer d'autres rapports sociaux par la démocratie? comment être écologiste tout en assumant la modernité, ce qui implique de rompre avec le mythe prométhéen et avec celui du bon sauvage? comment progressivement cesser de produire plus et essayer de produire mieux avec moins, et peut-être un jour produire moins pour mieux? Si l'objectif restait de toujours produire davantage, il n'y aurait jamais assez de tout.

¹. VALÉRY P., *Avant-propos à Regards sur le monde actuel*, op. cit., p. 923.